

## **Le grand défi industriel de la défense européenne Article par Klaus Bühler, Président de l'Assemblée de l'UEO, La Tribune, 29 juin 2000**

Depuis les décisions prises par le Conseil européen à Cologne l'année passée, les gouvernements de l'UE ont fait de gros efforts en vue de doter cette dernière d'une véritable capacité d'action dans le domaine de la gestion militaire des crises futures. Ce sont en premier lieu les leçons amères tirées de la guerre du Kosovo qui ont aiguisé la volonté politique d'agir des gouvernements européens dans ce domaine. Les 78 jours de la guerre aérienne ont rappelé brutalement aux Européens les limites de la contribution militaire qu'ils pouvaient apporter.

Cette expérience les a conduits à prendre la décision, pour la première fois dans l'histoire de l'unification européenne, de mettre sur pied une force européenne autonome de réaction aux crises. Cette force d'intervention, qui doit être opérationnelle au plus tard en 2003, comptera de 50 000 à 60 000 hommes. Elle devra pouvoir être acheminée sur zone dans un délai de 60 jours et demeurer opérationnelle pendant au moins un an. Après le Marché commun et la monnaie unique, l'Europe se lance dans un troisième grand projet d'intégration européenne, qui, dans les prochaines années, va transformer l'UE de fond en comble.

Pour donner une expression concrète à l'ambition politique de donner à l'Europe un rôle crédible dans les futures situations de crise, cette force d'intervention a besoin d'un équipement militaire spécialisé, disponible aujourd'hui en quantités nettement insuffisantes. La guerre du Kosovo a mis en évidence les graves carences dont souffrent les armées européennes dans différents domaines : les Européens manquent surtout de capacités transport aérien et maritime, de satellites de reconnaissance, de moyens techniques de commandement, et de toute une gamme de systèmes d'armes de précision.